

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de marche n°24
BP 10001
67050 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 25/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

WERIT

7 rue de l'Industrie
67160 Wissembourg

Références : 0006703170/CF/AG
Code AIOT : 0006703170

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/07/2025 dans l'établissement WERIT, implanté 7 RUE DE L'INDUSTRIE ALTENSTADT 67160 WISSEMBOURG. L'inspection a été annoncée le 11/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Travaux de mise en conformité et mesures compensatoires.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- WERIT
- 7 RUE DE L'INDUSTRIE ALTENSTADT 67160 WISSEMBOURG
- Code AIOT : 0006703170
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société WERIT fabrique des poches et cuves en plastique, cerclé ou non de pièces métalliques.

Elle dispose, pour ce faire de deux usines à Wissembourg :

- Usine 1 située 7 rue de l'Industrie (n° AIOT : 0006703170)
- Usine 2 située 52 a rue de l'Industrie (n° AIOT : 0006703171)

Les installations classées exploitées sur ces deux sites sont encadrées par un arrêté préfectoral d'autorisation environnementale unique du 02 janvier 2025.

Thèmes de l'inspection :

Travaux de mise en conformité et mesures compensatoires

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis, éventuellement, une modification de la rédaction de la prescription, par voie d'arrêté préfectoral, pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délai
1	Mise en conformité du réseau d'eau pluviales	Arrêté Préfectoral du 02/01/2024, article 3.2.3	Sans objet	/
2	Dispositif de rétention et de confinement des déversements et pollutions	Arrêté Préfectoral du 02/01/2024, article 6.2.2	Sans objet	/
3	Dispositif de rétention et de confinement – Mesures compensatoires	Arrêté Préfectoral du 02/01/2024, article 6.2.2	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la mise à jour de l'arrêté d'autorisation encadrant les installations classées exploitées par la société WERIT sur les deux sites qu'elle exploite à WISSEMBOURG, des dispositions visant à mettre le site en conformité ont été prescrites à l'exploitant.

Un délai a été laissé à l'exploitant pour réaliser ces travaux. Dans ce délai, des mesures compensatoires ont été prescrites à la société WERIT afin de prévenir tout rejet d'eau incendie dans le milieu naturel en cas d'incident.

L'exploitant a lancé les travaux nécessaires à ses mises en conformité (mise en place de réseau séparatif, aménagement de rétention des eaux d'incendie).

Le matériel visant à assurer la mesure compensatoire est présent sur site mais pas fonctionnel.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en conformité du réseau d'eau pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/01/2024, article 3.2.3
Thèmes : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux, du sol et du sous-sol
Prescription contrôlée : " Sous trois mois, l'exploitant transmet un échéancier des travaux, ainsi qu'une proposition de mesures compensatoires dans l'attente de leur réalisation. (...). "

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis un échéancier des travaux dans le délai imparti.</p> <p>Contrairement à ce qui est prévu dans l'échéancier transmis, le démarrage des travaux est prévu de façon concomitante sur les deux sites.</p> <p>L'exploitant précise que le démarrage des travaux est prévu à partir du 22 juillet 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre, à l'inspection des installations classées, un échéancier actualisé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suites</p>

N° 2 : Dispositif de rétention et de confinement des déversements et pollutions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/01/2024, article 6.2.2</p>
<p>Thèmes : Risques accidentels, Prévention de la pollution des eaux, du sol et du sous-sol</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Les eaux incendie sont confinées comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Site U1 - Le volume nécessaire au confinement des eaux d'extinction est de 765 m³ au total. - Site U2 - Le volume nécessaire au confinement des eaux d'extinction est plus élevé : 844 m³ au total. <p>(...)</p> <p>Sous trois mois, l'exploitant transmet un échéancier des travaux. (...). »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis un échéancier des travaux dans le délai imparti.</p> <p>Contrairement à ce qui est prévu dans l'échéancier transmis, le démarrage des travaux est prévu de façon concomitante sur les deux sites.</p> <p>L'exploitant précise que le démarrage des travaux est prévu à partir du 22 juillet 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suites</p>

N° 3 : Dispositif de rétention et de confinement – Mesures compensatoires

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/01/2024, article 6.2.2</p>
<p>Thèmes : Risques accidentels, Prévention de la pollution des eaux, du sol et du sous-sol</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'exploitant (...), prévoit des mesures compensatoires (...). »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fait acquisition de matériel visant à compenser temporairement l'absence de rétention en cas de déversement de produit.</p> <p>Lors de la visite, il présente le dispositif acquis sur le site U1, il s'agit d'un obturateur d'égout.</p>

L'exploitant présente le justificatif de formation suivi par 8 salariés en date du 19/09/2024.

Le jour de la visite, l'exploitant n'est toutefois pas en capacité d'installer le système pour faire la démonstration de son fonctionnement, vu qu'une partie du matériel permettant son installation n'est pas présente sur site.

La mesure compensatoire n'est pas opérationnelle immédiatement en cas de sinistre et son efficacité n'a pu être démontrée.

Il s'agit d'une non-conformité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délai : 1 mois